

1/ Evolution épidémiologique

Tableau récapitulatif	
Nombre de cas confirmés	13h00 : 7 707 (+491/ la veille)
Nombre de décès	387 (+25 / la veille)
Nombre de personnes en quarantaine	22 866 (-487), 60 697 (+6 620) en isolement à domicile
Capacité des tests / jour	79 629 tests effectués au total

A noter que des personnels hospitaliers ont démissionné par crainte de contamination compte-tenu du manque d'équipements de protection. Le port du masque est obligatoire dans 9 départements sur 42.

2/ Mesures nouvellesSanitaires :

L'Etat d'urgence a été prolongé de 30 jours par décret le 14 avril, jusqu'au 14 mai.

La Roumanie fait partie d'un des seuls membres de l'UE à pratiquer le contrôle de température à l'arrivée des passagers aériens.

Accompagnement des agents économiques

Les exportations de plusieurs produits agricoles sur pays tiers sont interdites depuis le 10/04 (blé, orge, avoine, maïs, riz, farine de blé, soja, huile, sucre).

3/ Restriction au marché intérieur

Les exportations des médicaments, des équipements de protection et des biocides nécessaires à la prévention et au traitement COVID-19 sont interdites, à l'exception des ceux produits par des entreprises roumaines et ceux qui transitent le pays pour exportation vers d'autres pays (il s'agit de limiter les exportations opportunistes de la part d'intermédiaires non fabricants).

Depuis le 4 avril, les entreprises roumaines et les entreprises originaires des états membres ayant leur siège en Roumanie peuvent à nouveau exporter des biocides.

4/ Impact économique et financier

Raiffeisen a largement revu à la baisse sa projection de croissance, de 2,0 % à -6,0 % pour 2020, ING anticipe une contraction encore supérieure (-6,6 %), et le FMI -5,0 %, seule la Banque Mondiale prévoit une légère croissance (+0,3 %). **Le gouvernement a également abaissé sa prévision à -1,9 % (+4,1 % précédemment).** Le déficit public enregistrera

également une forte hausse du fait de la hausse des dépenses impliquées par la réaction à la crise et de la baisse des recettes fiscales (-7,9 % du PIB selon ING, -5,5 % d'après la Banque Mondiale, -8,5 % pour Raiffeisen, -5,5 % pour le FMI).

Le gouvernement a approuvé le 16 avril un premier correctif budgétaire, avec une cible de déficit de -6,7 % du PIB (3,6 % annoncé dans la loi de finances). Ainsi, les recettes publiques devrait être plus faibles de 4 Mds € (-1,7 Md € pour les cotisations de sécurité sociale, -1,2 Md € pour les recettes de TVA) par rapport au niveau anticipé précédemment et les dépenses sont augmentées de 2,6 Mds € (1,7 Md € pour le Ministère du travail, 0,8 Md € pour le Ministère de la santé, 0,7 Md € pour le Ministère des finances publiques).

Depuis le 19 février, l'indice principal de la bourse de Bucarest (BET) a enregistré une baisse de -21 %, sur la même période le RON s'est déprécié de 1,1 % par rapport à l'Euro (désormais 1 € = 4,84 RON). Raiffeisen estime que le taux de change pourrait atteindre 1 € pour 5 RON d'ici la fin de l'année.

6/ Analyse sectorielle / entreprises

Impact économique sur les entreprises / secteurs:

- pour la grande distribution, la priorité est le respect des distances sociales dans les magasins. Les stocks se reconstituent progressivement. Les entreprises du secteur sont par ailleurs impactées financièrement par le coût des équipements de protection.

- pour le secteur agricole, si l'interdiction d'exporter certains produits ne devrait pas affecter les fermiers roumains à court terme, 3 grandes associations de producteurs ou représentants du secteur agroalimentaire sur les 5 principales ont demandé le retrait de cette disposition. Le secteur agroalimentaire est pour sa part très inquiet et plusieurs entreprises françaises produisant en Roumanie pourraient être impactées.

Up-date : l'ordonnance militaire 9 lève les restrictions aux exportations le 17/04.